

Ligne de front malienne, le 10 janvier 2013

Informations sur le conflit au Mali

Devant l'inquiétante avancée des forces coalisées, les hostilités débutent le 09 janvier 2013, les islamistes affichent ainsi leur ambition démesurée de soumettre tout le Mali à leur joug. Leur plan A constituait à célébrer le Maouloud (anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed PSL prévu le jeudi 24 janvier) à Bamako, la capitale ; le plan B : récupérer l'Aéroport international de Sévaré/Mopti (à 70 km de Konna).

En effet, dans la semaine du 08 Janvier 2013 les mouvements djihadistes qui contrôlent le Nord du Mali - Al-Qaïda au Maghreb islamique(AQMI), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Ansar Dine (dirigé par un Touareg Malien) et Boko Haram - ont repris l'offensive en se déplaçant vers le centre du pays. De façon coordonnée, ils ont occupé la ville de Konna, un point stratégique représentant la ligne de front entre le Nord et le Sud du pays. Konna est à 70 kms de Sévaré où l'armée malienne se concentre avec équipements, munitions et provisions.

Le 14 janvier, alors que des affrontements avec l'armée malienne, avec l'appui aérien de la France, étaient en cours autour de Konna, les djihadistes occupent la ville de Diabali à l'ouest du Mali vers la frontière avec la Mauritanie.

A titre de rappel : par une offensive militaire initiée en mars 2012, ces organisations djihadistes ont réussi à contrôler une bonne partie du territoire malien et des villes importantes comme Gao, Tombouctou et Kidal. Ils ont imposé la sharia avec l'obligation du voile pour les femmes, l'interdiction de fumer, de jouer au football ou de danser. Lapider des couples non mariés, légaliser le viol par l'enlèvement des jeunes filles à travers des mariages imposés, amputer des pieds et des mains des présumés voleurs sont d'autres manifestations de la charia imposée aux populations locales. Ces groupes sont aussi historiquement liés au trafic de drogue et à l'enlèvement de maliens et d'internationaux, comme des activistes solidaires avec le peuple sahraoui ou des diplomates algériens. Ils se sont fortement réarmés après que la chute de Khadafi en Libye ait dispersé des armes lourdes dans la région.

Un groupe de l'armée malienne a prétexté la faiblesse et la connivence du président Amadou Touré pour le renverser par un coup d'État le 22 Mars 2012. Ensuite, la situation est devenue plus compliquée. Le Mali a connu un affaiblissement de ses institutions politiques et des tentatives de gouvernements de transition qui n'ont pas été capables de gérer la situation. Un nouveau gouvernement d'union nationale a été mis en place le 15 Décembre 2012 avec le mandat de libérer le Nord du pays et d'organiser des élections tout en assurant l'accès des populations aux services sociaux de base.

Pendant tout cette période, le gouvernement malien, avec l'appui d'une grande partie de la société civile, a demandé l'appui international pour régler la situation. La CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique d'Ouest) ainsi que l'Union Africaine ont fait pression pour un dialogue inter malien, réclamant un Comité national pour le dialogue entre Bamako et les groupes armés non terroristes ainsi que le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) évincé du Nord Mali par les islamistes. Le président burkinabé, Blaise Compaoré, désigné par la CEDEAO comme médiateur s'est réuni en novembre avec Ansar Eddine le MNLA et le gouvernement malien. Une déclaration solennelle a été présentée

début de Décembre et un calendrier de consultations et de pourparlers pour la paix était en préparation.

La solution politique était préférable à l'envoi de troupes éventuellement prévu pour Septembre 2013. Mais les derniers événements ont poussé la CEDEAO à annoncer un envoi immédiat et, pour le moment, sont attendus 3.500 soldats de six pays dont certains sont déjà sur place.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unis a adopté le 20 décembre 2012 la Résolution 2085 à partir du projet présenté par la France qui « autorise le déploiement d'une force africaine au Mali pour permettre au pays de recouvrer son intégrité territoriale par la reconquête du Nord tombé aux mains des narcoterroristes et en proie à des fondamentalistes. » Cette force africaine (MISMA) aurait un caractère d'assistance aux forces maliennes dans la restauration de la sécurité de l'État malien, pour une période initiale d'un an.

Suite à l'offensive des groupes djihadistes à Konna, la France est intervenue militairement à la demande du gouvernement du Mali. Officiellement, les opérations ont commencé le 11 Janvier avec le bombardement des campements militaires et administratifs de Mujao à Gao et des bombardements dans d'autres villes sur des cibles militaires comme les postes d'approvisionnement d'essence et d'armements. Après ces bombardements, les djihadistes se sont dispersés et n'arrivent plus à imposer la charia dans des villes comme Gao et Tombouctou où la population se sent plus libre et revit, les femmes sans voiles, les jeunes qui fument en public. Mais les djihadistes sont encore à Diabali en rentrant dans la ville comme des civils, dispersés au milieu de la population.

Le MNLA (Mouvement National de Libération d'Azawad) a commencé l'offensive militaire en demandant l'indépendance du Nord du pays. Il a coordonné cette offensive avec les organisations djihadistes et a été a posteriori écarté par ses anciens alliés. Maintenant, il se présente pour appuyer la France dans des actions au sol. Il demande à conclure des négociations avec le gouvernement malien autour de la demande de l'autodétermination avant que l'armée malienne ne rentre dans le Nord.

La société malienne appui l'intervention de la France et la voit comme l'unique possibilité d'empêcher l'avancée des djihadistes vers Bamako et l'imposition de la charia dans tout le pays. Les Maliens et maliennes tiennent à un Mali laïc, un et indivisible. Il faut se rappeler la tension autour du Code de la Famille et la pression des quelques groupes islamistes contre les droits des femmes. En France aussi, les mouvements et associations maliennes appuient l'intervention comme un mal nécessaire. En même temps, il faut faire attention aux intérêts géostratégiques de la France dans la région, ainsi qu'aux intérêts des transnationales sur les gisements de gaz, or et pétrole pas encore exploités dans le désert.

Les conséquences du conflit sont dures. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations Unies a estimé mardi 15 janvier que 150.000 personnes se sont réfugiées dans les pays voisins, et le bureau de Coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) estime que le nombre de personnes déplacées dans le pays est proche de 230.000.

Les femmes du Mali souhaitent que l'intervention étrangère soit courte et précise et que même avant 3 mois, les villes soient libérées de la charia, des impositions et exactions des djihadistes. Mais elles comprennent que le suivi comporte des défis comme la reconstruction des institutions démocratiques, éviter les tensions inter-ethniques et reprendre les dialogues pour résoudre le conflit.

Compte-tenu d'éventuelles infiltrations d'éléments djihadistes dans la capitale et autres zones du pays, les autorités maliennes ont décrété l'état d'urgence qui est une mesure sécuritaire en vue d'éviter tout drame.